action de la part de la corporation ; et, s'il est nécessaire, il pourra apposer sur ces documents le sceau de la corporation.

42. Tout règlement pourra être rejeté ou amendé par un vote des deux tiers de tous les membres présents à toute assemblée générale de la chambre ; avis d'un tel rejet ou amendement, (avec citation du règlement original et tel que rejeté ou amendé), ayant été donné par une circulaire envoyée à tous les membres au moins une semaine avant l'assemblée ; et tous règlements que l'on proposera de rejeter ou d'amender devront d'abord être envoyés au conseil qui les soumettra à la chambre à une assemblée générale.

43. Le conseil, au reçu d'une communication du secrétaire ou d'autres personnes, traitant de questions qui devront être réglées par la commission des arbitres, devra convoquer une réunion de la dite commission.

44. Cette commission d'arbitres choisira parmi ses membres présents ou non présents, trois personnes qui devront agir comme arbitres, en ayant soin de choisir, autant que possible, les personnes les plus compétentes et les mieux en état de juger de la question en litige. Au cas où la chambre ferait difficulté d'accepter le choix qui aura été fait, on votera au scrutin pour nommer trois membres de la chambre qui, à moins d'en être empêchés par absence de Québec et par maladie, devront agir comme arbitres sous peine d'une amende de dix piastres, à moins toutefois qu'ils ne donnent des excuses valables au conseil.

45. Ces arbitres ainsi choisis siégeront ensemble pour juger de la matière soumise à leur arbitrage, et ils feront rapport au conseil de leur décision dans les quinze jours, à moins que le conseil ne juge à propos de leur accorder du délai.

46. Le secrétaire du conseil assistera à toutes les assemblées de la commission d'arbitrage, qu'il ait été choisi comme tel ou non par la commission, et prendra les minutes des délibérations.